



La mondialisation, une opportunité à ne pas manquer pour l'Afrique

(d'après l'édition 2007 des *Perspectives économiques en Afrique**)

by Federico Bonaglia, Nicolas Pinaud and Lucia Wegner

- ♦ La bonne tenue des cours des matières premières tire la croissance africaine, qui devrait avoisiner les 6 pour cent en 2007 et 2008.
- ♦ Une insuffisante intégration du continent dans le commerce international et les flux mondiaux d'investissement est source de vulnérabilité extérieure.
- ♦ L'Afrique doit développer une véritable stratégie de mobilisation des ressources externes, notamment en utilisant davantage l'aide pour favoriser son insertion commerciale.

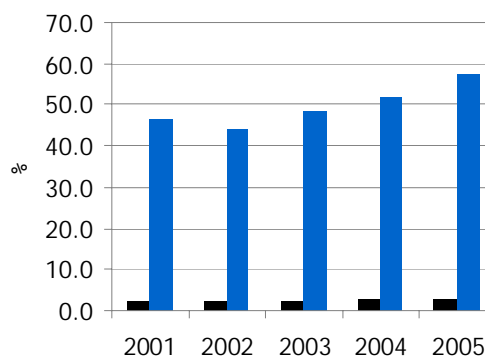
L'Afrique, bénéficiaire passif de la mondialisation

La mondialisation – c'est-à-dire l'intensification de l'intégration financière et commerciale conjuguée au progrès technique et au processus de libéralisation multilatérale – ouvre pour les pays en développement des perspectives inédites d'accélération de la croissance et d'amélioration de la situation de millions d'individus pauvres. Les pays africains doivent figurer parmi ses bénéficiaires.

Pour la quatrième année consécutive, le continent affiche des performances favorables, avec une progression moyenne du PIB par habitant de 3.5 pour cent en 2006 et des perspectives positives pour 2007 et 2008 – c'est un signe qui ne trompe pas. L'Afrique s'est nettement ouverte au commerce international : les échanges de marchandises sont passés de 43 à 50 pour cent du PIB entre 1980-95 et 1996-2005 ; les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont fait un bond en avant, progressant plus vite que dans d'autres régions en développement et triplant leur niveau entre 2001 et 2005 (pour atteindre 30.6 milliards de dollars).

Pourtant, la part de l'Afrique dans les échanges mondiaux reste minime, à environ 1.5 pour cent, et les exportations concentrées sur quelques matières premières (figure 1). Alors qu'ils augmentent en valeur absolue, les IDE vers l'Afrique représentent moins de 4 pour cent du total mondial et sont inégalement répartis, avec comme principaux bénéficiaires – et de loin – l'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud et les plus importants producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne (figure 2). Cette situation trahit une forte dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Le secteur privé local ne participe aux réseaux internationaux de production que de manière marginale, intervenant essentiellement au bas de la chaîne de valeur, le plus souvent au niveau de l'assemblage. En Afrique

Figure 1. Afrique : des exportations restreintes et concentrées



- Part de l'Afrique dans les exportations mondiales (%)
- Part des combustibles dans les exportations africaines (%)

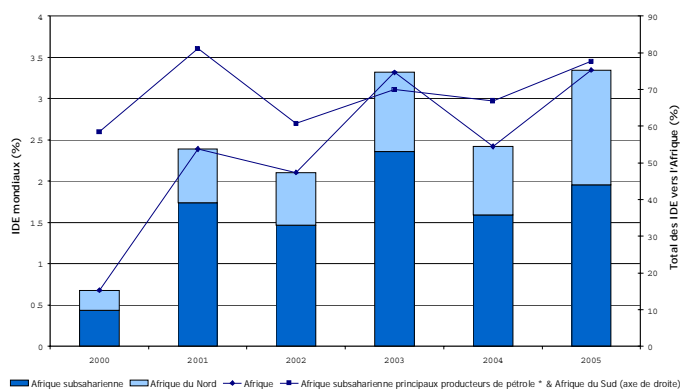
Source : Comtrade, Nations unies, CTCl Rév. 3. Le terme « combustibles » recouvre la section 3 de la CTCl Rév. 3 (« Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes »).

australe et orientale, la fermeture de plusieurs usines textiles détenues par des intérêts étrangers à la suite du démantèlement de l'Arrangement multifibres (AMF) souligne leur vulnérabilité.

L'histoire bégaierait-elle ?

Si l'essentiel du développement postcolonial de l'Afrique a été marqué par les cycles d'expansion et de récession des matières premières, un nouveau paysage se dessine ; la mondialisation attire de nouveaux acteurs en Afrique et ouvre de nouveaux marchés qui pourraient profiter au continent tout entier et éviter

Figure 2. Les économies africaines bénéficient des IDE de manière marginale et inégale



* Les principaux producteurs subsahariens de pétrole sont l'Angola, la Guinée équatoriale, le Nigeria et le Soudan.

Source : CNUCED (<http://stats.unctad.org/fdi>).

que l'histoire ne se répète. Risques et incertitudes demeurent pourtant, qui pourraient être atténués par le renforcement des capacités internes et le développement du secteur privé. C'est à cette condition que l'Afrique pourra saisir pleinement les opportunités liées à la mondialisation tout en en gérant correctement les risques.

La croissance vigoureuse des pays asiatiques émergents, qui s'est traduite par un bond de la demande de produits africains (pétrole, métaux et pierres précieuses), a débouché sur un redressement des termes de l'échange du continent (ses exportations vers la Chine ont été multipliées par douze depuis 1995, atteignant 25 milliards de dollars en 2006). Cette évolution présente un inconvénient cependant: les exportateurs africains pourraient être incités à se spécialiser un peu plus dans l'extraction de matières premières. La domination de l'Asie sur les industries à forte intensité de main-d'œuvre – souvent considérées comme une voie possible de diversification pour les pays africains – pose un problème supplémentaire.

Apprendre à saisir les opportunités commerciales dans un monde évolutif

Malgré un réel potentiel dans l'agriculture et de vraies perspectives commerciales, la croissance atone de la productivité empêche les producteurs africains de nourrir le continent – 42 pays sont des importateurs nets de produits vivriers – et de se saisir des opportunités présentes sur les marchés mondiaux : la part de l'Afrique dans le total mondial des échanges agricoles reste inférieure à 6 pour cent.

Avec les nouveaux investisseurs, chinois, indiens, sud- et nord-africains notamment, les IDE ont commencé à se diversifier – dans l'agriculture, l'industrie manufacturière, le BTP et les services. Les investisseurs de portefeuille commencent de leur côté à considérer l'Afrique comme une « nouvelle frontière », du fait de retours sur investissement potentiellement supérieurs à ceux obtenus sur les marchés émergents traditionnels. Mais

lorsqu'il s'agit d'attirer les investissements, les ressources minérales demeurent au premier plan, en partie parce que la piètre gouvernance et un climat des affaires peu propice font obstacle aux IDE dans les autres secteurs.

Devenir un acteur de la mondialisation

Pour que les économies africaines profitent pleinement de la mondialisation, les recommandations traditionnelles – maintenir la stabilité macro-économique et améliorer le climat des affaires – sont toujours valables. Mais il est tout aussi important de mettre en place de véritables stratégies d'utilisation des ressources externes. Cela implique à la fois de tirer le meilleur parti de la manne pétrolière et des ressources minérales et d'explorer de manière plus systématique le rôle catalytique de l'aide – surtout si celle-ci augmente bien comme prévu dans les années à venir (celle destinée à l'Afrique devrait atteindre 51 milliards de dollars d'ici 2010, contre 40 milliards en 2006).

En tant qu'instrument de renforcement des capacités productives mais aussi de promotion du secteur privé et de développement des infrastructures liées au commerce, « l'aide pour le commerce »¹ mérite d'être davantage exploitée pour faciliter l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. Les ressources accordées à ce titre ont nettement augmenté depuis la conférence ministérielle de l'OMC à Doha, en 2001. Avec 1.03 milliard de dollars reçus en 2005 (un tiers du total mondial), l'Afrique était le premier bénéficiaire de l'assistance technique dans le domaine du commerce et le deuxième, après l'Asie, pour le développement des infrastructures (3.8 milliards de dollars). Si « l'aide pour le commerce » représentait en moyenne un cinquième de l'aide publique globale au développement entre 2001 et 2004, son volume doit encore augmenter. Son utilisation effective exigera des gouvernements africains des actions plus énergiques pour identifier les priorités, ainsi qu'une meilleure coordination des bailleurs.

La promotion des initiatives relevant de l'aide pour le commerce revêt une signification d'autant plus importante que les négociations des Accords de partenariat économique (APE) entre le continent et l'Union européenne entrent dans leur phase finale. Ces accords constituent une opportunité à ne pas manquer de développer les capacités commerciales des économies africaines tout en favorisant leur intégration régionale. Mais ils mettent également les pays africains au défi de résoudre les faiblesses structurelles de leurs économies.

1. « L'aide pour le commerce » recouvre l'aide visant à aider les pays en développement à tirer parti de la libéralisation des échanges multilatéraux, régionaux et unilatéraux. Sa portée a été élargie en ajoutant aux catégories traditionnelles de l'assistance technique dans le domaine du commerce (politique et réglementation commerciales ; développement du commerce) quatre nouvelles catégories : 1) les infrastructures liées au commerce ; 2) le renforcement de la capacité de production ; 3) l'ajustement lié au commerce ; et 4) les autres besoins liés au commerce.

Pour approfondir la question :

Centre de développement de l'OCDE (2007), *Business for Development Fostering the Private Sector*, Development Centre Perspectives, Paris.
GOLDSTEIN, A., N. PINAUD, H. REISEN ET X. CHEN (2006), *L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?*, Études du Centre de développement de l'OCDE, Paris.

* *Perspectives économiques en Afrique 2006/2007* publication conjointe de la Banque africaine de développement et du Centre de développement de l'OCDE, avec le soutien financier de la Commission européenne

Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev



Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : dev.contact@oecd.org